



057
N°

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT DU 08 JUIL 2024
/AAONO/MINTP/ CIPM-TCRI /2024.....

EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE DE LA ROUTE RÉGIONALE R0146, TRONÇON : NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011), PHASE 1, SECTION : CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) DANS LA RÉGION DU CENTRE.

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2024 ET SUIVANTS.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de bitumage de la route Régionale R0146, tronçon : NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011), phase 1, section : CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) dans la Région du Centre.

2. Allotissement

Les travaux sont constitués d'un lot unique ainsi qu'il suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Phase	Section	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
Lot unique	Centre	NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011)	1	CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A	25 km	4 484 579 394	12	Bitumage de route

3. Consistance des prestations

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- Installation et repli de chantier ;
- Nettoyage et terrassements comprenant le débroussaillage, l'abattage d'arbres, le déblai ordinaire mis en dépôt, le remblai en "graveleux latéritiques" provenant d'emprunt, les purges, la mise en forme de la plateforme, la création des fossés et divergents en terre à la niveleuse et la création d'exutoires au Bulldozér ou à la Pelle ;
- Chaussée (l=5m) comprenant :
 - Couche de fondation en graveleux naturels ep=25cm ;
 - Couche de base en graveleux latéritiques ou en arène latéritique ep=20cm ;
 - Imprégnation sablée ;
 - Enduit superficiel bicouche.
- Assainissement et drainage comprenant les descentes d'eau bétonnée, les fossés bétonnés et les fossés maçonnés ;
- Ouvrages d'art comprenant des dalots et têtes de dalots en béton armé de sections diverses (1,5x1,0 m ; 2,0x1,0 m ; 1,5x1,5 m ; 2x2x1,5 ; 3x2,0x2,0) et des dalottes en béton armé dosé à 350 kg/m³.
- Signalisation et équipement.

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

6. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2024 et suivants. Le coût prévisionnel des travaux est de quatre milliards quatre cent quatre-vingt-quatre million cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-quatorze (4 484 579 394) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

7. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de douze (12) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent cinquante (150) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics et d'un montant égal à quatre-vingt millions (80 000 000) de Francs CFA.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats (Cellule des Appels d'Offres), située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats (Cellule des Appels d'Offres), située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinq cent mille (500 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après :

- les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'Offre financière (Volume 3).

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont

transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 09 AOÛT 2024 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 09 AOÛT 2024 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 057 /AONO/MINTP/ CIPM-TCRI/2024 DU 09 août 2024
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE DE
LA ROUTE RÉGIONALE R0146, TRONÇON : NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE
– MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011), PHASE 1, SECTION : CARREFOUR BISSA
(FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) DANS LA
RÉGION DU CENTRE.

Financement : BIP du MINTP, exercices 2024 et suivants.
(Copie de sauvegarde) ».

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, en plus de la copie de sauvegarde, une copie du récépissé de dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée par le Ministre en charge des Finances à émettre les cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des enveloppes A, B, C contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu le 09 AOÛT 2024 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) qui aura une parfaite connaissance du dossier et de son contenu. La Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des

Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet ou non-conforme pour :

- a) Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture ;
- b) Absence 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Non-conformité 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;

B : Offre Technique incomplète ou non conforme pour absence ou non-satisfaction de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- d) l'attestation de visite de site ;
- e) une note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- f) la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- g) la justification en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - quatre (04) camions bennes ;
 - deux (02) niveleuses ;
 - deux (02) pelles chargeuses ;
 - un (01) camion-citerne à eau de capacité minimale de 8 000 litres ;
 - deux (02) véhicules pick-up.
- h) un Directeur des travaux remplissant les conditions de qualification suivantes : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ayant au moins dix (10) ans d'expérience générale en BTP et ayant été Directeur des Travaux ou Conducteur des Travaux d'au moins un (02) projets de construction, de réhabilitation ou d'entretien périodique de route revêtue d'un montant TTC en FCFA $\geq$ 1 milliard de FCFA ;
- i) une attestation de capacité financière ou une ligne de crédit d'au moins 1 500 000 000 F CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire reconnue ;

C : Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :

- j) la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle pièce 10.2) ;
 - k) le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
 - l) le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (voir modèle pièce 7) ;
 - m) les sous – détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 8.B).
- D : Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;**

E : Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou non authentique.

F : N'avoir pas obtenu au moins un total de 35 critères sur l'ensemble des 50 critères essentiels.

G : Non-conformité du mode de soumission .

H : Non-respect du format de fichier des offres ;

I : Absence de la copie de sauvegarde ;

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 50 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 15 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 30 critères ;
- c) Les références sur 01 critère ;

d) Le rapport illustré de la visite de site sur 01 critère.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

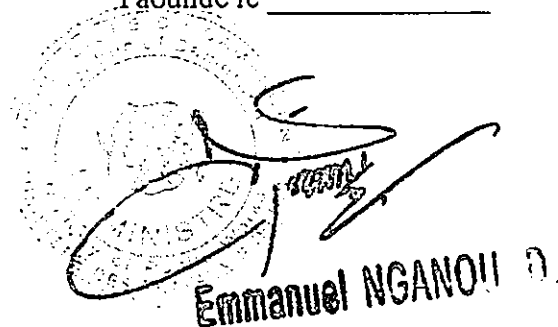
20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Ampliations :

- ARMP (pour publication et archivage)
- MINTP (pour information)
- MINMAP (pour information)
- CIPM-TERI (pour information)
- SOPECAM
- Affichage (pour information)
- Archives

Yaoundé le 08 JUL 2024



Emmanuel NGANOU



057

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

08 JUL 2024

No. /AAONO/MINTP/ CIPM-TCRI /2024 OF
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF PAVEMENT WORKS ON REGIONAL ROAD R0146, SECTION: NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011), PHASE 1, SECTION: CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) IN THE CENTRE REGION.

Financing: MINTP PIB, Financial year 2024 et seq.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the execution of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches on behalf of the Cameroon Government an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of pavement works on Regional Road R0146, NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011), phase 1, road section: CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) in the Centre Region.

2 Allotment

The services shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road sections	Phase	Section	Estimated Length (km)	Estimated Budget, including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
Single lot	Centre	NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE – MEZA'A – NGIDA YEZOUM (INTER R011)	1	CARREFOUR BISSA (FIN CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A	25 km	4,484,579,394	12	Road pavement

3 Scope of Services

The works to be carried out under the contract shall concern the following tasks:

- Site installation and removal of equipment;
- Cleaning and earthworks, including clearing, tree felling, ordinary excavation and disposal of material, borrowed backfill with "lateritic gravel" purging, reshaping of the platform, creation of earth ditches and earth divergents using a grader and construction of outlets using a bulldozer or shovel;
- Carriageway (l=5m) including:
 - 25 cm-thick sub-base made up of natural gravel;
 - 20 cm thick lateritic gravel base or in lateritic arena;
 - Sand priming;
 - Double surface dressing;
- Sanitation and drainage including concrete water descent, concrete ditches and masonry ditches;
- Engineering structures including reinforced concrete box culverts and box culverts heads in various sections (1.5x1.0 m; 2.0x1.0 m; 1.5x1.5 m; 2x2x1.5; 3x2.0x2.0) and reinforced concrete slabs dosed at 350 kg/m3.
- Road signs and equipment.

➤ School roads including the ... (boreholes) ...
These works are more detailed in Special Technical Conditions (CCTP);

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to contractors or consortium of the Building and Public Works sector governed by Cameroon laws.

5. Bidding method:

Bidding shall be carried out as follows: “(On line)” In other words, bids shall not be submitted off line.

6. Financing:

The works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2024 et seq. The estimated cost of the works is four billion, four hundred and eighty-four million, five hundred and seventy-nine thousand, three hundred and ninety-four (4,484,579,394) CFA Francs inclusive of all taxes.

7. Execution time frame

The overall execution time frame shall be twelve (12) calendar months, with effect from the date of notification of the Start-up Service Order.

8. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and fifty (150) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued, in keeping with the model indicated in the tender documents, and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts. The amount shall stand at eighty million (80,000,000) CFA Francs.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the tenderer is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond shall have been provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

The physical version of the Call for Tenders may be consulted at the Department of Contracts, (Tenders Unit), situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

10. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of five hundred thousand (500,000) CFA francs, representing the cost of the file.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

Tender constituent documents shall be presented in the following three volumes:

- Administrative File (Volume 1);
- Technical Offer (Volume 2);
- Financial Offer (Volume 3);

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

The maximum size of the above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will be submitted through the platform and constitute the tenderers' offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of Tenders

Bids shall be submitted by bidders on COLEPS platform latest on 09 AUG 2024 at 11 a.m.

In addition, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tender Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 latest on 09 AUG 2024 at 11 It shall bear the following:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 057 /AONO/MINTP/ CIPM-TCRI/2024 OF 08 juillet 2024
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF PAVEMENT WORKS ON
REGIONAL ROAD R0146, SECTION: NKOTENG (INTER N1) – KOMBO – SIBANE –
MEZA'A – NGIDA YEZOOM (INTER R011), PHASE 1, SECTION: CARREFOUR BISSA (FIN
CHAMP DE CANNE A SUCRE – NKOLESSANG – MEZA'A (25 KM) IN THE CENTRE
REGION.

Financing: MINTP PIB, Financial year 2024 et seq.
 (Back-up copy)."

NOTE: Tender documents may be consulted at the Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, a copy of the acknowledgement of receipt for the submission of tenders on the COLEPS platform along with the back-up copy of Tender documents.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of administrative documents from technical and financial offers shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiry of the tender-validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once. Envelopes A, B, C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 09 AUG 2024 at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works located at the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde.

Tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

The Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

A: Incomplete or non-compliant administrative file due to:

- a) Absence of the original bid bond at the opening session;
- b) Absence, 48 hours after the opening session, of one of the documents in the administrative file, except the bid bond;
- c) Non-compliance, 48 hours after the opening session, of at least one of the documents in the administrative file with the exception of the bid bond;

B: Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- d) Site visit attestation;
- e) Methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- f) Formal declaration attesting that the tenderer did not abandon a contract over the past three years and that he is not in the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts;
- g) Proof of ownership of the minimum equipment in the following list:
 - four (04) tipper trucks;
 - two (02) graders
 - two (02) loading shovels;
 - one (01) water tanker with a minimum capacity of 8,000 litres;
- h) One Project Director with the following qualifications: Civil Engineering Engineer, level BAC+3 or more or equivalent and registered with the National Order of Civil Engineering Engineers (ONIGC) with at least ten (10) years of general experience in public works and having been Works Director or Works Supervisor of at least one (02) construction, rehabilitation or periodic maintenance projects;
- i) An attestation of financial capacity or available credit line 500,000,000 CFAF, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance or by a recognised banking commission;

C: Incomplete financial offer due to absence or non-compliance of one the following required documents:

- j) stamped, signed and dated bid (see document 10.2.A model);
- k) Unit Price schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- l) dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and including all taxes (see document 7 model);
- m) breakdown of unit prices initialled on all pages (see Document 8 B model).

D: Omission of a quantified unit price in the financial offer;

E: False declaration, forged or non-authentic documents.

F: Failure to have obtained a least a total of 35 out of the 50 essential criteria;

G: Non-compliance with the prescribed bidding method;

H: Non-compliance with the file format (for on-line tendering only);

I: Absence of a backup copy (for on-line tendering only);

15.2 Essential criteria

The technical offers shall be evaluated on 50 criteria according to the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on 18 criteria;
- b) Equipment to be mobilised on 30 criteria;
- c) References on 1 criterion;
- d) Documented report of the site visit on 1 criterion;

Note: Any public service employee listed among the staff who did not submit all documents justifying their availability notified by the Public Service, shall be considered as ineligible and his/her name shall not be included.

16. Tender validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

17. Contract award

The contract shall be awarded to the lowest bidder, who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

18. Additional Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works Yaounde, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 or on line on COLEPS platform at the addresses:

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

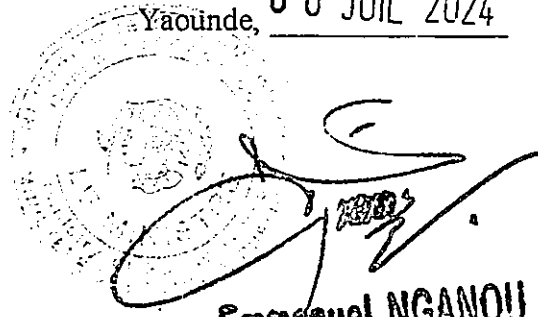
20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

True copies:

- PCRA (For publication and filing)
- MINTP (for information)
- MINMAP (for information)
- CIPM-TERI (for information)
- SOPECAM
- Notice board (for information)
- Archives

Yaounde, 08 JUL 2024



Emmanuel NGANOU D.